

-
- **Birmanie: le PM forme un parti politique**
 - **Birmanie/explosion: 1 mort, 4 blessés**
-

Birmanie: le PM forme un parti politique

AFP - 30/04/10

Le Premier ministre birman, qui vient de renoncer à ses fonctions militaires, a déposé une demande pour former un nouveau parti politique avant les premières élections législatives dans le pays depuis 20 ans, a-t-on appris de sources officielles.

Thein Sein s'est enregistré hier avec 26 autres responsables devant la Commission électorale pour former le "Parti de la solidarité et du développement de l'Union", selon les quotidiens Myanmar Ahlin et New Light of Myanmar. Des sources officielles ont par ailleurs confirmé que Thein Sein présiderait cette nouvelle formation, à laquelle se joindront des personnalités comme le ministre de l'Agriculture Htay Oo, et le ministre de l'Industrie Aung Thuang.

Le général Thein Sein et 22 autres membres de la junte militaire au pouvoir avaient quitté lundi dernier leurs fonctions militaires, souhaitant apparemment donner une forme civile au gouvernement avant les élections.

"Ils ne feront que changer d'uniforme. Leurs positions resteront les mêmes qu'avant", avait précisé un responsable birman. Le New Light of Myanmar précisait aujourd'hui que 25 organisations avaient déposé un dossier d'enregistrement pour le scrutin. 12 ont été acceptées, les autres sont en voie d'examen.

La junte est dirigée par le généralissime Than Shwe. La Birmanie n'a connu que des régimes militaires depuis 1962. La communauté internationale a vivement critiqué des lois promulguées en mars en prévision des prochaines élections, qui excluent de facto l'opposante Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée à Rangoun. Ces lois interdisent en effet aux partis de conserver dans leurs rangs des prisonniers politiques. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Suu Kyi a annoncé qu'elle boycotterait le scrutin, ce qui devrait entraîner sa dissolution. La date exacte des élections n'a pas été annoncée mais le scrutin est attendu en principe fin octobre ou début novembre.

Birmanie/explosion: 1 mort, 4 blessés

AFP - 28/04/2010

Un homme a été tué en Birmanie alors qu'il était interrogé par la police dans l'Etat de Kayah (est), blessant quatre policiers autour de lui, a-t-on appris de sources officielles. Le pays, qui doit organiser les premières élections législatives en 20 ans d'ici la fin de l'année, a été ces dernières semaines le théâtre de plusieurs attentats, dont le 15 avril lorsque trois bombes ont fait dix morts et 170 blessés à Rangoun.

-
- **En Birmanie, les moines résistent toujours**
 - **Les Birmans voient venir les élections avec l'envie d'y participer**
-

En Birmanie, les moines résistent toujours

La Croix_20 avril 2010

Sur l'étagère, à côté de la statuette de Bouddha, la bouteille d'eau a pris la poussière. U Siggawa (1) la garde comme une relique, dans la chambre qu'il partage avec quatre autres moines. Le souvenir d'un espoir déçu. « Ce sont des habitants de Rangoun qui me l'ont offerte pendant les manifestations », explique-t-il, assis près d'une fenêtre donnant sur le jardin ombragé du monastère, en plein centre de Rangoun.

En septembre 2007, comme des milliers d'autres bonzes, il était descendu dans les rues de la plus grande ville de Birmanie. À travers tout le pays, les moines demandaient une amélioration des conditions de vie de la population, l'une des plus pauvres du monde, assommée par le brusque doublement du prix de l'essence.

Le jeune homme espérait aussi pousser la junte à quelques réformes démocratiques. Un peu hâtivement surnommé « révolution safran », le mouvement avait été écrasé par les militaires après quelques semaines d'agitation.

Des centaines de moines et de nonnes avaient été alors arrêtés, battus ou torturés. Deux cent cinquante-trois religieux sont encore emprisonnés, selon l'Association d'assistance aux prisonniers politiques birmans, basée en Thaïlande. Le silence s'est abattu sur les monastères. Beaucoup de moines ont fui à l'étranger, d'autres se sont cachés et ne sont toujours pas revenus. À 34 ans, U Siggawa a perdu de son enthousiasme. « Nous n'avons que la compassion bouddhiste contre eux. Aucun des moines que je connais n'est engagé en politique », soupire-t-il.

Il ne cache pas son mépris pour les élections que la junte compte organiser cette année, probablement en octobre ou novembre. Les militaires présentent le scrutin comme une nouvelle étape dans leur « feuille de route vers la démocratie ». « Elles n'ont d'élections que le nom, il n'y a aucun espoir là-dedans. Ils ont fabriqué ce scrutin pour conserver leur pouvoir », accuse-t-il. Les lois électorales, publiées début mars, interdisent aux moines de voter ou de se porter candidats. Dans les pagodes, on redoute une intensification des contrôles à l'approche du scrutin. Depuis 2007, les monastères sont surveillés de très près. « Il y a des espions déguisés en moines, d'autres habillés en civil. Nous pouvons en reconnaître certains, mais pas tous », explique U Jotipala, pensionnaire d'un monastère de la banlieue de Rangoun. En 2007, il avait participé aux marches pour contrebalancer « tout le mal causé par les généraux, qui font du tort à la religion ». Désormais, il ne se mêle plus ouvertement de politique. « Nous en discutons seulement entre nous, à l'intérieur des monastères. Je n'ose pas utiliser Internet, j'ai peur d'être arrêté et torturé », confie-t-il.

Certains moines restent pourtant actifs. Sourire permanent aux lèvres, U Nayaka, 31 ans, rend visite plusieurs fois par semaine au père de l'un des plus célèbres dissidents politiques birmans, emprisonné depuis deux ans. Une démarche risquée, les familles des opposants étant très surveillées. Ancien membre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de l'opposante Aung San Suu Kyi, le moine s'est caché huit mois en dehors de Rangoun après les manifestations. Son monastère est très surveillé, parce que certains meneurs du mouvement s'y étaient réfugiés. U Nayaka est revenu en mai 2008, pour aider les milliers de victimes du cyclone Nargis, abandonnées à leur sort par le gouvernement. « Certaines familles ne veulent plus envoyer leurs fils dans les monastères des grandes villes. Elles ont peur qu'ils s'impliquent en politique, et se mettent en danger », raconte-t-il dans le réfectoire de la pagode, où l'on entend les chants des jeunes novices.

« Même ici, il est difficile de parler de politique. Mais nous arrivons à envoyer des messages aux autres moines en exil. À l'université bouddhiste de Rangoun, les moines étudiants discutent énormément. Il n'y a pas d'actions concrètes pour l'instant, mais nous attendons notre chance. » Fermées après les événements de 2007, les universités bouddhistes ont rouvert il y a un an. C'est là que se retrouvent les moines les plus jeunes et les plus actifs. U Nayaka n'hésite pas à exprimer clairement ses objectifs politiques : « Je veux la démocratie en Birmanie. Je veux Aung San Suu Kyi comme dirigeante. Je veux la liberté pour le peuple. » Pour mener à bien ses activités, il compte sur la paresse des policiers locaux chargés de la surveillance de son monastère.

« Ils sont moins scrupuleux aujourd'hui qu'en 2007-2008. Ils ne rapportent plus nos moindres faits et gestes à leur hiérarchie, car ils sont alors obligés de mener une véritable enquête, sans être payés plus... Donc ils laissent tomber », sourit-il. La plupart des Birmans, moines ou laïcs, ne se privent d'ailleurs pas d'exploiter au quotidien ce genre de failles du système.

Mais la surveillance de la communauté des moines, la Sangha, se fait aussi au plus haut niveau politique. Le Conseil d'État Maha Nayaka, instance suprême du clergé bouddhiste, est directement contrôlé par le ministère de la religion.

« Tous ses membres sont des marionnettes, ce sont des "moines-oui" », résume U Visuddhi, le supérieur d'un autre monastère de Rangoun. Selon le magazine d'opposition en exil The Irrawaddy, le Conseil a prévu de réunir tous les moines supérieurs des différents ordres avant les élections. Une initiative inhabituelle, qui annoncerait un durcissement de la discipline dans les monastères.

Les moines, témoins des difficultés de la population

La junte prend très au sérieux l'influence des moines sur la population. Les gouvernements successifs ont toujours tenté de contrôler la Sangha, notamment par un soutien financier aux monastères. Les prêches sont soumis au contrôle des autorités. « Traditionnellement, les moines sont une force politique majeure. Il en a toujours été ainsi, même pendant la colonisation britannique et pendant la période de parlementarisme des années 1950. Ils peuvent encore jouer un rôle, mais cela dépendra de la brutalité du gouvernement à leur rencontre », rappelle un journaliste birman.

Malgré la répression, les moines restent les témoins privilégiés des difficultés de la population birmane. Tous les matins, les religieux reçoivent leur nourriture sous la forme d'une aumône sacrée de riz, collectée de maison en maison. Ils repèrent donc immédiatement les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. « Nous avons encore assez de nourriture, mais nous voyons bien que les gens sont de plus en plus pauvres. Il y a davantage de mendiants dans les rues », remarque U Visuddhi.

Pour le vieux moine, la situation économique est pire qu'en 2007. « Les prix ne cessent d'augmenter, les gens ont moins d'offres d'emploi. Je connais des paysans qui ont perdu leur gagne-pain parce que le gouvernement a décidé de construire une route là où se trouvait leur champ. » Régulièrement, des familles démunies viennent frapper à sa porte, demander argent ou nourriture. Le moine avoue être en colère contre le gouvernement, même si cela va à l'encontre de ses principes bouddhistes. Sans écarter la possibilité de nouvelles manifestations, il est persuadé qu'elles seraient de nouveau écrasées par le régime. En 2007, les soldats n'avaient pas hésité à tirer sur les moines qui manifestaient.

Bonzes et militaires sont pourtant moins éloignés qu'il n'y paraît. La plupart viennent de régions rurales pauvres. Pour sortir de la pauvreté, les jeunes garçons n'y ont souvent qu'une alternative : monastère ou caserne. La Birmanie compte un demi-million de moines, autant que de soldats. « Les uns sont extrêmement respectés par la population, les autres sont haïs. Ceux qui réussiront à manipuler ces deux groupes peuvent finir par l'emporter », affirme un journaliste. À l'adolescence, U Siggawa a choisi d'entrer dans les ordres. Son frère a opté pour l'armée. Il a été tué lors d'une opération. Le moine retrouve parfois son cousin, soldat lui aussi. Leurs discussions nourrissent sa frustration. « Je lui ai demandé pourquoi ils ne faisaient rien, alors qu'ils ont des armes. Il m'a répondu qu'il devait avant tout prendre soin de sa famille, regrette-t-il. C'est pour cela que notre pays n'arrive pas à la démocratie. Les soldats n'ont aucune éducation, ils ne pensent qu'à ce qui leur appartient. »

Les Birmans voient venir les élections avec l'envie d'y participer

La Croix_20 avril 2010

La société civile tente de se faire entendre à l'occasion du scrutin, même si chacun sait qu'il a été conçu sur mesure pour la junte. « C'est une occasion que nous ne pouvons pas nous permettre de manquer. » Dans le bureau de son ONG, dans une petite rue tranquille à l'écart de l'agitation de Rangoun, Soe Min (1) en est convaincu. Membre de l'ethnie Chin, l'une des nombreuses minorités birmanes, il compte bien se porter candidat aux élections législatives annoncées par la junte pour la fin de cette année.

Le scrutin, le premier organisé en vingt ans par la dictature militaire, est pourtant dénoncé comme une « escroquerie » par l'opposition en exil et par beaucoup d'observateurs internationaux. Fin mars, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), vainqueur des élections de 1990, a décidé de le boycotter.

Sa dirigeante, Aung San Suu Kyi, toujours en résidence surveillée, ne peut y prendre part, car les lois électorales interdisent aux personnes emprisonnées d'être candidates. Plutôt que d'exclure la lauréate du prix Nobel de la paix, la LND a préféré se retirer, jetant le doute sur la crédibilité des élections.

"La Constitution est injuste" La perspective d'un scrutin libre, conforme aux standards internationaux, semble lointaine. « La Constitution est injuste, elle est conçue pour les militaires. Je ne veux pas aller voter, cela n'aurait aucun sens », regrette Min Win, un guide touristique de Rangoun. Adopté en 2008, le texte accorde une minorité de blocage aux militaires : 25 % des sièges du futur Parlement leur seront réservés. Il faudra au moins 75 % des voix des députés pour valider les lois. Mais le vote lui-même pourrait être relativement transparent. Selon les lois électorales, le décompte des voix sera fait localement, devant les candidats. « Ce sera plus difficile pour le gouvernement de tricher que si tout était centralisé à Naypyidaw, la capitale », estime Maung Naing, rédacteur en chef d'un hebdomadaire de Rangoun. Quoi qu'il en soit, beaucoup d'acteurs de la société civile ont décidé de s'engouffrer dans la

brèche. « Qu'elles soient libres ou non, ces élections sont le premier espace que nous ayons depuis 1990. Il faut faire avec », argumente Soe Min. Il voit dans le scrutin l'occasion, pour les civils, de faire un premier pas, même minime, dans l'administration du pays.

« Je n'ai aucun doute sur le nom du vainqueur. Mais d'ici aux élections suivantes, en 2015, nous pourrions former les gens, travailler avec les députés. Les changements politiques de qualité prennent du temps. Plus que les manifestations de rue. » Les journaux privés, dont le nombre a explosé depuis quelques années, tentent d'informer leurs lecteurs sur le processus électoral. « Nous ne pouvons pas écrire sur la LND et sur Aung San Suu Kyi. Mais nous pouvons expliquer en quoi consiste l'élection, ce qu'elle signifie », explique Maung Naing. En dehors de Rangoun et des grandes villes, la tâche se complique. Pour les Birmans les plus pauvres et les moins éduqués, la priorité reste la survie quotidienne, bien loin des débats politiques. « Les radios basées à l'étranger peuvent nous aider dans ce travail, car la radio est un média très écouté dans les régions rurales », souligne le journaliste. La BBC et Voice of America, entre autres, diffusent des programmes en birman très écoutés dans tout le pays. L'éducation des électeurs est un enjeu crucial. La moitié des Birmans ont moins de 30 ans. Beaucoup de votants glisseront donc un bulletin dans l'urne pour la première fois de leur vie. Dans la rédaction de Maung Naing, il a fallu expliquer aux reporters, âgés de 20 à 30 ans, ce qu'étaient un parlement et une circonscription.

« Depuis les manifestations des moines en 2007, les jeunes s'intéressent davantage à la politique. On apprend beaucoup sur Internet », explique Moe Naing, 28 ans, qui tient un blog en plus de son travail de journaliste. Rangoun compte des centaines de cybercafés. Des sites comme Facebook, épargnés par la censure, permettent aux jeunes de communiquer et de discuter des événements. Pour la jeune génération, la participation de la LND et d'Aung San Suu Kyi n'est pas forcément un élément décisif. « Bien sûr, elle reste un modèle, mais nous devons aussi avancer sans elle. Moi, je trouve ces élections très excitantes, j'ai envie de m'impliquer », s'enthousiasme Mie Thet, étudiante à l'Egress, un organisme de formation professionnelle pour la jeunesse. La principale interrogation reste pour l'instant l'identité des candidats. Les partis ont jusqu'au 7 mai pour s'enregistrer officiellement. Une dizaine de formations se sont déjà déclarées. Certaines sont clairement téléguidées par la junte. Quelques-unes, comme le Parti démocrate, sont dirigées par d'anciens prisonniers politiques.

-
- **Trois bombes explosent dans un parc de Rangoun: neuf morts**
 - **Strasbourg va honorer l'opposante birmane Aung San Suu Kyi**
-

Trois bombes explosent dans un parc de Rangoun: neuf morts (AFP)_15 avril 2010

Neuf personnes ont été tuées et 75 blessées dans l'explosion de trois bombes jeudi dans un parc fréquenté de Rangoun, en marge des célébrations du Nouvel an bouddhiste, a indiqué un responsable birman. Les attentats ont frappé alors que des centaines de personnes se pressaient dans le parc de Kandawgyi pour le festival de l'eau, durant lequel il est de tradition de s'asperger mutuellement.

"Neuf personnes ont été tuées - cinq hommes et quatre femmes - et au moins 75 blessées", a indiqué le responsable sous le couvert de l'anonymat. La télévision d'Etat a cependant fait état d'un bilan de six morts. Une quatrième bombe a été découverte et désamorcée, a précisé le responsable, sans donner de détails sur la nature des explosifs et leur puissance.

"Nous voulions juste participer au festival de l'eau et c'est arrivé", a témoigné, les larmes aux yeux, une femme d'une quarantaine d'années, dont la soeur de 57 ans a été tuée et la nièce de 25 ans grièvement blessée. "Je suis extrêmement triste", a-t-elle confié à l'AFP. "De telles explosions, qui sont l'oeuvre de destructeurs, durant le festival de l'eau du Nouvel an sont une insulte au peuple", a dénoncé le reportage diffusé par la télévision d'Etat en début de soirée.

Les explosions font suite à plusieurs attentats perpétrés ces dernières années en Birmanie, dont l'un a tué huit personnes en décembre et dont le dernier a fait deux morts en mars.

Ils ont été la plupart du temps attribués par les généraux au pouvoir à l'Union nationale karen (KNU) qui se bat contre l'armée birmane depuis un demi-siècle pour obtenir l'autonomie de la région.

Le régime militaire entend préserver "la stabilité de l'Etat" face aux revendications politiques et territoriales des minorités qui n'ont cessé de contester le pouvoir central depuis l'indépendance du pays, en 1948. Les généraux, au pouvoir depuis 1962, ont repris en 2009 l'offensive face aux Karens et aux Kokangs, un groupe minoritaire sinisant, dans le nord-est reculé du pays, provoquant à chaque fois un exode massif de réfugiés.

Au total, 17 groupes armés et 40 petits groupes ethniques ont signé des accords de cessez-le-feu avec la junte depuis 1988. Des élections législatives, les premières depuis vingt ans, doivent se tenir en Birmanie avant la fin novembre. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi a décidé de les boycotter, en rejetant les lois électorales promulguées par la junte.

Strasbourg va honorer l'opposante birmane Aung San Suu Kyi

Journal L'Alsace_ 19 avril 2010

La municipalité de Strasbourg a annoncé ce lundi qu'elle allait décerner la médaille d'honneur de la ville à l'opposante birmane Aung San Suu Kyi en signe de respect pour son engagement politique et de «reconnaissance pour sa lutte en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme».

«En signe de respect pour l'engagement politique d'Aung San Suu Kyi et de reconnaissance pour sa lutte en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme, la dissidente birmane se verra remettre par Nawel Rafik-Elmrini, adjointe aux affaires européennes et internationales, représentant pour l'occasion le maire de Strasbourg, Roland Ries, la médaille d'honneur de la Ville» mercredi à 19h00 à l'Hôtel de ville, a indiqué la municipalité dans un communiqué.

Aung San Suu Kyi, déjà lauréate par le passé du prix Nobel de la paix et du Prix Sakharov, est cependant assignée à résidence en Birmanie et c'est donc sa belle-soeur, Lucinda Philips, qui viendra recevoir cette distinction. Edward McMillan-Scott, vice-président du Parlement européen en charge des droits de l'Homme, et Robert Gordon, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne en Birmanie, seront présents lors de la cérémonie. Aung San Suu Kyi, cofondatrice dans son pays de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), parti privé de sa victoire aux élections de 1990 par la junte militaire au pouvoir, a passé 15 des 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée.